

La confiance est rompue

● Le président de la Commission estime avoir été “trahi” par le gouvernement Tsipras après l’annonce de la tenue d’un référendum dimanche prochain.

● Les places financières broient du noir, effrayées par la perspective d’un “Grexit”.

● Le secteur du tourisme n’est, lui, pas encore touché.

La zone euro entre en terres inconnues

■ La Grèce ne remboursera pas le FMI; le référendum ouvre la porte au Grexit.

Ce 30 juin, la Grèce est tenue de rembourser au Fonds monétaire international un emprunt de 1,6 milliard consenti lors du premier plan d’aide financière de 2010. Faute d’avoir conclu avec ses créanciers publics un accord sur la prolongation du plan d’aide de 2012, qui lui aurait permis de recevoir un versement de 7,2 milliards d’euros, le gouvernement grec a indiqué lundi qu’il serait dans l’incapacité d’honorer sa dette. Et en l’état, la Grèce ne pourra pas plus rembourser les 3,5 milliards d’euros dus à la Banque centrale européenne, à la date du 20 juillet.

Le dangereux pari du référendum

La Grèce et la zone euro s’apprê-

tent à entrer en terres inconnues. La situation est d’autant plus périlleuse qu’Athènes et ses créanciers sont à couteaux tirés. Le gouvernement grec organise, ce dimanche 5 juillet, un référendum lors duquel il sera demandé aux Grecs d’approuver, ou de rejeter, les dernières propositions faites par les créanciers publics du pays, en contrepartie de l’aide financière.

Le Premier ministre Tsipras recommandera aux Grecs de voter non, estimant que cela permettra à la Grèce d’être “mieux armée” pour reprendre les négociations. Il a affirmé qu’il ne pensait pas que l’intention des créanciers de la Grèce était “de la pousser hors de l’euro mais de mettre fin aux espoirs qu’il puisse y avoir une politique différente en Europe”. Le président de la Commission Jean-Claude Juncker estime, lui, et il n’est pas le seul, que l’enjeu du référendum est le maintien de la Grèce dans la zone euro.

Afin d’éviter un effondrement du système financier grec, les banques grecques sont fermées depuis ce lundi et les retraits limités à 60 euros par jour sur les comptes bancaires. Le Grexit peut encore être évité, mais chacun s’y prépare.

OleB

Jean-Claude Juncker contre-attaque

■ L'euro est l'enjeu du référendum, prévient le président de la Commission.

Jean-Claude Juncker estime avoir été "trahi" par Alexis Tsipras. Le président de la Commission n'a pas cherché à dissimuler son émotion, ni sa colère (froide) ce lundi, à Bruxelles, au moment de commenter face à la presse européenne la rupture des négociations avec la Grèce sur la prolongation du plan d'aide. L'annonce de l'intention du gouvernement grec de tenir un référendum, en Grèce, a cueilli le Luxembourgeois au réveil, samedi matin. "En une seule nuit, la conscience européenne a pris un sacré coup", a déploré le chef de l'exécutif européen. "Jouer une démocratie contre 18 n'est pas une attitude qui convient à la Grèce", peste Jean-Claude Juncker. Qui est d'autant plus amer qu'il s'est "personnellement engagé dans le processus de négociations, de jour comme de nuit", quitte à ce que certains États membres le lui reprochent.

"Nous pensons que nous parviendrions à un accord. Jamais les Grecs ne nous ont signifié qu'ils avaient organisé un référendum", assure une source européenne proche des négociations. "Varoufakis voulait la solidarité européenne sans les réformes", grince la même source, regrettant "le manque de substance" des propositions grecques. Et d'aucuns de se demander si l'organisation d'un référendum n'était pas le plan d'Athènes, dès le début.

"Un 'non' serait un 'non' à l'Europe"

Ce lundi, les autorités grecques ont dévoilé la question qui sera posée, le dimanche 5 juillet : "Faut-il accepter le plan d'accord soumis par la Commission européenne, la Banque centrale grecque et le Fonds monétaire international lors de l'Eurogroupe du 25 juin?" Le gouvernement Tsipras fera campagne pour le "non".

Jean-Claude Juncker invite, lui, les Grecs à voter "oui", "quelle que soit la question [...]". Car pour la Commission, le véritable enjeu du référendum ne porte pas sur le programme de réformes, mais sur le maintien du pays dans la zone euro. "Un 'non' voudrait dire [...] que la Grèce dit 'non' à l'Europe", a-t-il précisé, saupoudrant son message d'une formule junckerienne : "Il ne faut pas se suicider parce qu'on a peur de la mort." Le président du Conseil italien Matteo Renzi a apporté son soutien via

Twitter : "Le référendum grec ne sera pas un derby Commission contre Tsipras, mais euro contre drachme. C'est ça le choix." La chancelière allemande Merkel (lire ci-contre), et le président français Hollande sont sur la même ligne.

La stratégie n'est pas sans risque. Il est toujours périlleux, pour les institutions européennes et les autres capitales, de s'immiscer dans une campagne référendaire nationale, quand bien même son résultat engage l'ensemble de la zone euro. Le risque est calculé : se posant en "ami des Grecs", le président de la Commission a affirmé qu'il a tout fait, tant sur la méthode que le contenu des négociations – notamment en veillant que les réformes demandées épargnent les plus vulnérables. Et

"Un 'non' indiquerait à la planète entière que la Grèce prend ses distances de la zone euro et de l'Europe."

JEAN-CLAUDE JUNCKER
Président de la Commission.

d'ajouter (pourquoi si tard ?) qu'il était prévu de discuter de la soutenabilité de la dette grecque à l'automne – LE point qu'Alexis Tsipras voulait voir inscrit noir sur blanc à l'agenda, mais que plusieurs États membres de la zone euro, dont l'Allemagne, ne veulent pas aborder avant la conclusion du second plan d'aide.

Rupture de confiance

Jean-Claude Juncker reproche au gouvernement grec "de ne pas dire la vérité" sur les négociations : "On entend parler d'ultimatum, d'accord à 'prendre ou à laisser' [...] de chantage. Mais qui agit ainsi ? D'où viennent les insultes, les menaces, les quiproquos, les phrases non terminées qui portent l'imagination de ceux qui les écoutent très très loin, trop loin ?"

Réponse du gouvernement grec, sous forme de déclaration écrite : "L'indice nécessaire de bonne foi et de crédibilité dans une négociation est la sincérité." Sous-entendu : Jean-Claude Juncker ment quand il avance que le paquet de réformes ne prévoit ni réduction de salaire, ni de coupe dans le montant des pensions.

Difficile, dans ces conditions, d'imaginer que la Grèce et ses créanciers puissent se remettre à table pour discuter d'une prolongation du plan d'aide, qui arrive à échéance ce 30 juin. Les présidents des groupes politiques du Parlement européen ont lancé un appel à une reprise des négociations, qui est resté lettre morte. À Berlin et Paris, on insiste sur le fait que "la porte est toujours ouverte" pour la négociation. Sans trop de conviction. On en veut pour preuve que les différents États de la zone euro ont cherché, lundi, à minimiser les conséquences qu'aurait sur leur économie une sortie de la Grèce de la zone euro.

Olivier le Bussy

Angela Merkel prête à parler avec Athènes après le référendum

■ La chancelière reste prudente : pas question de faire pression maintenant.

Marcel Linden
Correspondant en Allemagne

La chancelière Angela Merkel est prête à renouer le dialogue avec le gouvernement grec après le référendum de dimanche prochain. *“Si on veut nous parler, nous le ferons”*, a-t-elle dit devant la presse après qu’elle eut informé les présidents des partis et chefs des groupes parlementaires sur la rupture des négociations entre l’Eurogroupe et Athènes.

A la question de savoir si elle était prête à aller en Grèce avant dimanche, elle a répliqué : *“Cela ne serait pas rai-*

sonnable, nous ne nous immisçons pas dans des campagnes pour des élections ou des référendums”.

La prudence de Merkel

La prudente chancelière a aussi tenu à assurer que l’Allemagne ne veut pas *“exercer de pression”* contre la Grèce, *“personne n’ayant l’intention d’influencer du dehors la décision d’un peuple fier”*. A ses côtés, le vice-chancelier Sigmar Gabriel, président du parti social-démocrate, a été beaucoup plus

direct. L’enjeu du référendum consiste à *“dire oui ou non au maintien de la Grèce dans la zone euro. Cela, le gouvernement grec doit le dire clairement à la population”*, a-t-il martelé. Y aura-t-il un sommet européen extraordinaire avant le référendum ? *“Comme il n’y a pas de nouvel élément, il n’y a pas de raison impérieuse de le faire”*, a répondu la chancelière. Elle a reproché

au gouvernement grec *“de ne pas avoir fait preuve de volonté de compromis”*, l’Europe devant toujours être prête au compromis. Réutilisant sa formule : *“Si l’euro échoue, l’Europe échoue”*, elle a ajouté : *“Cela signifie que la confiance doit régner entre partenaires, la responsabilité propre et la solidarité des autres étant deux faces de la même médaille”*.

“Politique de zigzag”

A noter qu’avant la conférence de presse d’hier, Merkel avait refusé de commenter l’annonce surprise du référendum grec. Gabriel avait, lui, exprimé sa *“consternation”* samedi et décommandé dimanche un voyage en Israël. Le très diplomate ministre social-démocrate des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, avait même reproché au gouvernement Tsipras de *“prendre en otage le peuple grec”* et s’était déclaré *“frappé de stupeur par sa politique de zigzag”*.

“Berlin est cette fois vraiment en colère”, titrait le quotidien de centre gauche *“Süddeutsche Zeitung”*. Le *“Frankfurter Allgemeine”*, qui ne déplorerait certainement pas un Grexit a écrit méchamment : *“Merci Monsieur Tsipras”*. En d’autres mots : bon débarras.

La chancelière veut arrondir les angles. Par conviction, mais aussi parce qu’une banqueroute grecque risquerait de nuire à son prestige. Certes, actuellement sa popularité est très élevée en Allemagne. Dans un sondage du *“Spiegel”* elle arrive en tête, avec le président Gauck, avec 68 % de votes favorables, précédant Wolfgang Schäuble et Steinmeier, tous deux à 65 %. Hier, lors de la commémoration du septantième anniversaire de la CDU, elle a loué le ministre des Finances pour son travail dans les négociations avec la Grèce. Ceux qui voient entre eux une grande divergence politique, ignorent qu’ils se partagent le travail : le ministre veille au respect des règles de la politique d’économies (le terme austérité n’existe pas en allemand, Ndlr) et la chancelière veut assurer la survie de la zone euro.

“Berlin est cette fois vraiment en colère.”

“SÜDDEUTSCHE ZEITUNG”

Quotidien de centre gauche.

Le référendum ? “Il vient trop tard”

■ Scènes d'une vie qui deviendra quotidienne devant les banques fermées.

Angélique Kourounis
Correspondante en Grèce

Lundi, 8h30 du matin, place Kypseli, un quartier populaire d'Athènes. Un lundi pas comme les autres: c'est le premier jour ouvrable après l'annonce de la mise en place des contrôles de capitaux et de la fermeture des banques, du jamais-vu en Grèce. Même s'il s'y attendait, le pays est choqué, d'autant qu'on est en fin de mois. C'est aujourd'hui que les retraités et salariés vont toucher leur argent. Une journée test pour le gouvernement Tsipras.

Sur la place Kypseli, quatre banques se font face, toutes fermées, avec quatre distributeurs tous ouverts et juste trois personnes qui font la queue, dont Dimitris Papamichalakis, un crétois de 72 ans très en colère. *“Les salopards! M'obliger à faire la queue pour toucher mon argent, ma retraite pour qui j'ai cotisé et travaillé toute ma vie!”* Les gens autour de lui, lui disent de se calmer. Il les envoie bouler. *“Est ce que je mens? Dites-moi si je mens? Des deux mains que je vais voter non!”*

Dans la même file d'attente, Antheklia, une petite dame, retraitée elle aussi, tout droit sortie d'une carte postale, en noir avec un fichu noué sur la tête. Elle veut toucher sa retraite et elle ne comprend pas pourquoi elle n'a droit qu'à 60 euros sur les 380 qui lui sont dus. Sa voisine se propose d'attendre avec elle dans la file. Le référendum? Elle ne sait pas. Elle demandera à sa fille.

Plus loin dans la grande artère de Pattission qui traverse la ville, toutes les banques sont fermées. Personne devant les distributeurs. Ils sont vides depuis plusieurs heures. *“A 13 heures, ils seront à nouveau remplis”,* croit savoir une dame à la mise en plis imposante très remontée contre le gouvernement Tsipras. *“On n'a pas voté pour lui pour qu'il ferme les banques. C'est un voyou!”*

Un jeune qui passe s'arrête et lui demande calmement: *“Franchement, avant, vous tiriez tous les jours plus de 60 euros par jour? Vous ne voyez pas qu'on est en guerre? 60 euros par jour et vous pouvez payer vos courses avec votre carte bleue, ça ne vous suffit pas?”*

Ce type de scène se répète à l'infini devant chaque distributeur dans tout le pays. Et en fin de journée, après avoir arpenté les principaux quartiers de la capitale, une conclusion s'impose: le

pays est plus divisé que jamais et ça, c'est nettement plus inquiétant que la fermeture de la Bourse.

Journalistes à l'affût

L'étonnant, c'est le contraste qui règne dans les rues de la capitale entre l'effervescence des centaines de journalistes qui traquent le moindre signe de panique des Grecs dans les supermarchés, les stations d'essence, devant les banques, et le calme des Grecs qui vivent mal cette soudaine célébrité. *“Vous venez filmer quoi? Notre déchéance?”*, apostrophe un homme d'environ 65 ans qui menace d'appeler la police si le cameraman ne baisse pas sa caméra.

Déchéance. Voila un mot qui ne viendrait pas à l'idée d'Irini. Pour elle, professeur touchée de plein fouet par les mesures d'austérité, le pays vit *“des moments de fierté uniques!”* *“On vote tous ‘Non’ en famille. Je ne croyais pas qu'il allait aller jusqu'au bout.”*

Kostas, la cinquantaine, a tiré ses 60 euros très tôt ce matin. Maintenant il se rend place Syntagma à la manifestation des partisans du “Non” avec sa petite fille de 8 ans. Pour lui la fer-

meture des banques n'est rien par rapport à ce qu'il appelle *“Opération Référendum de Tsipras”,* qui est *“une très bonne chose, mais elle vient trop tard.”* *“Pourquoi ne nous a-t-il pas posé la question plus tôt?,* se demande ce médecin. *On voyait depuis le début que les créanciers n'allaient rien lâcher.”* Ni fataliste ni en colère, cet homme a décidé de rester au pays. *“C'est ma forme de résistance, dit-il avec un sourire timide. Tsipras n'a peut-être pas réussi grand-chose dans ces négociations mais au moins il a essayé. Ça vaut la peine de lui donner un coup de main.”* Kostas et toute sa famille voteront “Non” dimanche prochain.

Un peu plus loin, dans le parc Zappeion, Achille, 70 ans, de droite, défend le Syriza. Pourtant il votera “Oui”. *“Pas pour respecter les consignes de vote des conservateurs”* qu'il vomit car *“ils n'ont jamais résisté aux créanciers”* (*“ils n'ont même pas fait semblant!”*), mais *“parce qu'il a peur d'une Grèce hors Europe”*.

La mobilisation est totale. Aucune

des personnes interrogées n'a dit qu'elle n'irait pas voter dimanche. Même Isodos Korkidis, anarchiste qui n'a pas voté ces quinze dernières années, fera le déplacement. *“Pour une fois, mon vote sera pris en compte”,* dit-il. Il va voter “Non”, mais il reste convaincu, le “Oui” va l'emporter. *“Quand les gens en auront marre de faire la queue devant les banques, ils n'oseront plus voter pour le changement qu'un non peut apporter.”*

Le pays est plus divisé que jamais et c'est nettement plus inquiétant que la fermeture de la Bourse.

Touristes: pas d'impact

■ **Gouvernement et tour-opérateurs sont formels: la vie des touristes en vacances en Grèce ne changera pas.**

Les touristes étrangers affluent chaque année en Grèce par milliers. Que le gouvernement ne veuille pas perdre et donc pas inquiéter. Hier, il s'est fendu d'un communiqué de presse de portée quasiment mondiale afin de les rassurer, notamment en matière de retraits d'argent, d'approvisionnement en carburant, de qualité des prestations et services... Les tour-opérateurs belges avaient déjà pris les devants, s'informant où ils le pouvaient (ministère des Affaires étrangères, contacts sur place...) afin de répondre aux questions de leurs clients.

1 Faut-il se munir d'argent liquide? Si les Grecs ne peuvent, cette semaine, retirer plus de 60 euros par jour à la banque, la limitation ne concerne qu'eux. Et donc pas "ceux qui souhaitent effectuer des transactions ou des retraits à l'aide de cartes de débit ou de crédit émises à l'étranger", indique Eleni Skarveli, directrice pour le Benelux de la "Greek National Tourism Organisation". "Il n'y a pas de limitation des montants retirés par jour ou par semaine, hormis ceux imposés par les émetteurs des cartes", ajoute-t-elle. "Sur place, nos représentants nous signalent que tout se passe bien", déclare pour sa part Florence Bruyère, porte-parole de Jetair. Le seul problème se situera peut-être dans... "les files d'attente devant les distributeurs", ajoute Eleni Skarveli. Et d'inciter les touristes en partance à prendre un peu plus d'argent liquide que d'habitude. Plusieurs pays, dont la Belgique, l'ont d'ailleurs expressément recommandé à leurs ressortissants. "Davantage, peut-être, sans toutefois prendre de trop gros montants, poursuit Florence Bruyère. Juste de quoi couvrir les achats de souvenirs, de boissons ou de petites dépenses. Les achats importants sont effectués

avec une carte de crédit. Dans les hôtels et les grands commerces, elles fonctionnent."

2 Faut-il s'attendre à une augmentation des prix des hôtels et des restaurants? Le relèvement du taux de TVA à 23% sur la restauration et à 13% sur l'hôtellerie, de même que la fin du régime d'exemptions fiscales en vigueur sur les îles (assurant une forme de continuité territoriale malgré le coût des transports des produits, par exemple) sont au cœur des discussions entre la Grèce et ses créanciers. "C'est en discussion, prévient Eleni Skarveli, mais aucune décision n'a été prise. A ce jour, les prix sont donc restés identiques. Et rien ne dit qu'à terme, si relèvement de la TVA il devait y avoir, tous les restaurateurs et hôteliers la répercuteront. Afin de rester compétitifs, certains prendront la différence à leur charge."

Côté voyages organisés, pas de souci: "Nos prix sont tels qu'on les propose depuis octobre dernier et ils ne changeront pas", assure la porte-parole de Jetair.

"C'est une période difficile pour les Grecs, mais la vie des touristes n'a pas changé."

ELENI SKARVELI
Directrice pour le Benelux de la "Greek National Tourism Organisation".

3 La qualité des services sera-t-elle moindre? Réponse assurément négative: "L'approvisionnement en carburant et en produits divers est suffisant, renchérit Eleni Skarveli. C'est une période difficile pour les Grecs, mais

la vie des touristes n'a pas changé. Ils pourront même utiliser gratuitement les transports en commun, puisqu'ils le sont cette semaine pour tous."

4 Manifestations préréférendum en vue? "Nous vivons une période de tous les possibles, poursuit la directrice pour le Benelux de la "Greek National Tourism Organisation". Mais jusqu'à présent, il n'y a pas d'annonce dans ce sens."

5 Les touristes sont-ils suffisamment informés? "Beaucoup de gens sont déjà au courant. Nous ne faisons pas de communication proactive par mail à nos clients, précise-t-on encore chez Jetair. Notre call-center et les agences de voyages répondent aux questions des clients."

A. Ma et C. M.